

FRANÇOIS BAYROU
DISCOURS DE PAU
 SAMEDI 10 DÉCEMBRE 2011

François Bayrou, aux côtés de sa femme Elisabeth, monte à la tribune et salue le millier de participants présents.

François BAYROU : On ne peut pas dire qu'elle encombre les écrans, on ne peut pas dire qu'elle encombre les tribunes, on ne peut pas dire qu'elle multiplie les interviews, car elle en réalise deux à chaque élection présidentielle.

Elisabeth BAYROU : Il faut se faire désirer si l'on veut être appréciée !...

François BAYROU : Tout ce qui est rare est cher. Elle est rare et elle est donc très chère.

(applaudissements). Merci beaucoup...

Mes chers amis,

Nous avons depuis longtemps l'intuition ou la certitude qu'il y a, dans notre société française, beaucoup de femmes et d'hommes que l'on n'entend pas et que l'on ne voit pas.

J'ai indiqué dans ma déclaration de candidature que je ferai tout ce que je peux pour qu'on les entende et qu'on les voie au travers de la campagne électorale que nous allons mener.

Et Jean Lassalle –qui nous a prévenus qu'il n'arriverait tardivement à ce rendez-vous aujourd'hui, aura plus particulièrement ce rôle de garantir que ceux que l'on n'entend ni ne voit auront leur place dans cette campagne électorale.

J'ai un souvenir formidable, c'était après sa grève de la faim, je suis allé à Métaleurop dans le Pas-de-Calais, à Noyelles-Godault... J'ai un souvenir extrêmement bouleversant de ce que le public, très nombreux comme aujourd'hui et qui était là attendait de la politique, d'un discours. Noyelles-Godault, c'était le désert, des centaines, des milliers d'entreprises étaient parties, donc des centaines, des milliers d'emplois partis, sans espoir apparent. Quand on a ouvert la discussion avec les gens qui étaient là, une main s'est levée, et un monsieur bouleversé a dit : "*Vous savez ce qui nous manque, Monsieur, à Noyelles-Godault ? Il nous manque des Monsieur Lassalle !*". Cette réflexion a fait que Jean a pris aux yeux des Français, et pas seulement aux yeux des Béarnais et des Pyrénéens, une figure et un rôle que je n'aurais naturellement pas pu développer aussi franchement devant lui car par modestie il n'aurait pas voulu.

Je voulais vous dire cela, parce qu'il en manque beaucoup, des « Jean Lassalle » dans la vie politique française, mais heureusement ils sont avec nous alors je suis très heureux.

Il y a également à cette table, et je vais simplement leur dire un petit mot, notamment le nouveau

Sénateur des Pyrénées-Atlantiques, Jean-Jacques Lasserre, et son prédécesseur Didier Borotra, Maire de Biarritz. Vous me permettrez de dire un mot spécial, particulier, affectueux à quelqu'un sans qui je ne serai pas là, c'est Pierre Menjuq, Député suppléant des Pyrénées-Atlantiques...

Je salue également tous les élus qui sont là, les conseillers généraux, les conseillers régionaux, de notre famille politique dans le département, les maires -au masculin et au féminin- tous ceux qui sont là et qui appartiennent à cette famille, les élus de Pau qui sont autour de moi. C'est la première famille qui est là, la famille locale.

Puis il y a une deuxième famille, la famille politique. C'est celle qui a traversé ces années avec moi, autour de moi et ce n'était pas tous les jours facile. Mais c'était moins difficile qu'on ne l'a raconté, car il y avait beaucoup de chaleur humaine entre nous et beaucoup de certitudes que nous ne nous trompions pas. Ce sont des personnes qui ont joué un rôle absolument essentiel.

Vous me permettez, car elle est le pilier de cette maison, de saluer Marielle de Sarnez, Députée européenne et vous pouvez l'applaudir, elle le mérite, Jacqueline Gourault, Sénateur du Loir-et-Cher, vice-présidente des maires de France, récemment élue à la tête de la délégation des collectivités locales du Sénat, Robert Rochefort, Député européen de cette région du grand Sud-Ouest, Jean-Luc Bennahmias qui est venu de Marseille, Député européen qui, comme vous le savez a été un très important responsable écologiste, tout comme Yann Wehring, le porte-parole de notre mouvement, Marc Fesneau, le Secrétaire-général de notre mouvement, Abdoulatifou Aly, Député de Mayotte, Jean-Jacques Jégou, Sénateur-maire du Plessis-Trévisé dans le Val-de-Marne et Trésorier de campagne, Bernard Lehideux, François-Xavier Pénicaud, président des jeunes de notre mouvement, et aussi Marcel Deneux, Sénateur de la Somme, grand responsable agricole, Christine Espert -qui vient des Pyrénées-Orientales- Secrétaire-générale adjointe de notre mouvement, Christophe Madrolle qui vient aussi des Bouches-du-Rhône, Alain Cazabonne, Maire de Talence en Gironde, Geneviève Darrieussecq, Maire de Mont-de-Marsan et présidente de la Communauté de communes du Marsan, Daniel Garrigue, Député de Dordogne, qui vient de la sensibilité gaulliste, Michel Veunac, conseiller régional d'Aquitaine et responsable de notre mouvement dans le département. Qui ai-je oublié ?... Apparemment plein !... Alors nous applaudissons ceux que j'ai oubliés !

C'est une magnifique équipe par son niveau, car au moins sept ou huit parmi eux, peut-être dix, ont occupé des fonctions gouvernementales très importantes : Jean Arthuis a été ministre des Finances, Alain Lambert a été ministre des Finances, Dominique Versini a été ministre des Solidarités et ensuite Défenseur des enfants.

Anne-Marie Idrac a été ministre du Commerce extérieur, présidente de la RATP et de la SNCF. Bernard Bosson a été ministre des Affaires européennes. Pierre Albertini a été Maire de Rouen et un très grand responsable parlementaire.

C'est donc vraiment une équipe très importante.

Très souvent les médias, et c'est normal car il faut bien écrire la légende, ont dit que la solitude était notre lot. Or, cela n'a jamais été vrai, car nous avons toujours eu une équipe -on le sait bien ici et à l'échelon national- extraordinairement solidaire, soudée affectivement et politiquement.

Cette équipe ne s'est jamais, à aucun moment, fragilisée, mais c'est vrai que d'autres étaient partis. Certains ont choisi de s'engager à nouveau et j'en suis très profondément heureux, car, dans la vie politique, il y a bien sûr des moments où l'on a des différences de sensibilité. Il y en a plusieurs dans la salle qui ont cru avoir, avec moi, à certaines époques, des différences de sensibilité, car ils trouvaient que les choix que nous avons faits ne correspondaient pas aux habitudes.

Je pense que ces choix étaient fondés, mais je n'en ai jamais voulu à ceux qui n'étaient pas encore prêts

ou ne voyaient pas encore clairement ce que nous voyions au début et, après tout, c'est cela le rôle d'un responsable et d'un leader, c'est d'essayer de voir un peu avant les autres ou d'avoir le courage, quand il voit quelque chose de troublant ou de dangereux pour l'avenir, de le dire, même si, pendant un certain temps, ces affirmations sont mal comprises par ceux qui l'entourent.

Ainsi, cette famille est vigoureusement en voie de reconstitution et elle dépasse ses frontières d'autrefois. Il y avait autrefois un centrisme en France. Je suis très heureux que des gaullistes soient là pour nous rejoindre, très heureux que des écologistes soient là pour nous rejoindre, que des femmes et des hommes du centre gauche soient là autant que des femmes et des hommes du centre-droit, car ce dont on a besoin, c'est précisément d'une force qui impose le pluralisme et une vision nouvelle en France.

À cette famille, merci et bienvenue.

Ce n'est pas un hasard si nous avons choisi d'organiser la première rencontre de cette campagne électorale de cette manière chaleureuse, amicale et festive, car nous croyons profondément que l'unité de la France n'entre jamais en contradiction avec les identités différentes qui la forment.

Nous sommes pour l'unité de la France, mais nous ne sommes pas des Jacobins. Nous sommes ceux qui veulent à la fois que notre pays manifeste sa solidité et sa solidarité et en même temps qu'il soit ouvert et compréhensif à l'idée qu'il n'y a pas d'uniformité. L'unité sans uniformité, l'accueil et même la promotion des cultures, des identités, des langues qui forment la France, c'est pour nous un choix de fond.

Au Japon, le japonais est classé "trésor national". Je pense que le français est, bien sûr, un "trésor national", mais que toutes les langues de France aussi sont chacune un "trésor national". Toutes les langues de France portent un patrimoine inestimable et impossible à oublier de culture, de manières de penser, de proverbes, de façons de regarder le monde, d'humour, d'histoire. Si la France perdait tout cela, elle s'appauvrirait.

Nous voulons, nous au contraire, que la France s'enrichisse de ses différences. Bienvenue donc à la France qui est une unité, une volonté, une solidarité. Et bienvenue aussi aux Basques -il y en a beaucoup dans cette salle !- aux Béarnais, aux Gascons, aux Occitans, aux Alsaciens, aux Bretons, aux Mahorais, à toutes les langues et culture d'outre-mer, sans oublier les Catalans ! car nous avons besoin de tout cela pour former la France.

Nous avons besoin de considérer que les efforts qui doivent être faits pour que la France soit forte sont aussi des efforts de solidarité entre territoire français. L'aménagement du territoire, dont on a l'impression qu'il est si souvent oublié depuis des années, est une manière de montrer que cette richesse de la France doit aussi s'accompagner du soutien de tous ceux qui n'ont pas la chance de vivre au cœur des capitales, des villes-monde comme c'est l'habitude de le dire aujourd'hui.

Nous sommes, par nature, défenseurs des services publics là où on en a le plus besoin, dans les régions, dans le monde rural, dans les quartiers de nos villes qui sont si souvent en difficulté. Alors c'est aussi un peu ce que nous voulions dire, ce besoin de solidarité et de diversité, en organisant cette première rencontre ici.

Naturellement, la France, qui est une unité en même temps qu'une diversité, vit au XXI^{ème} siècle, et nous avons été la famille politique qui a depuis le plus longtemps, depuis des décennies, compris et imposé que, pour ces siècles qui venaient, dont nous devinions bien qu'ils allaient être les siècles les plus tourmentés, dangereux et les plus soumis au règne des immenses puissances : les États-Unis, autrefois la Russie, du temps où elle s'appelait encore Union soviétique, la Chine, l'Inde, dont on

devinait l'émergence, et le Brésil et on pourrait ainsi faire le tour de toutes les puissances qui sont en train de s'affirmer à la surface de la planète.

Nous voyions bien que la France avait à la fois une très grande histoire et un très grand message et qu'elle représentait en même temps 60 millions d'habitants, ce qui n'était évidemment numériquement pas forcément reconnu comme une force.

Nous nous sommes donc dit, précisément dans cette famille politique, qu'il allait falloir trouver un relais entre le national et l'universel, que l'aspiration universelle, universaliste, qui était celle de la France et de la République française, l'idée que nous avons inventé un message d'émancipation des êtres humains et que ce message avait besoin d'être relayé, que nous avions besoin de trouver un réseau assez fort pour que notre voix soit entendue, même si nous étions numériquement ce que nous étions.

C'était important économiquement, mais c'était évidemment du point de vue des masses, comme l'on dit « faibles ». Nous avons donc inventé l'idée européenne. Nous l'avons inventée à la suite de Victor Hugo. Nous l'avons inventée en pensant et croyant que l'on pouvait garder toute son identité, toute son histoire, refuser ce que l'histoire avait de terrible. Le nombre de guerres que nous avons rencontrées dans les cent années qui ont précédé la deuxième guerre mondiale et les horreurs immenses, sans mesure, sans précédent dans l'humanité... À quoi tout cela avait conduit.

Nous pouvions, sur tout cela nous retourner, dire « plus jamais » et en même temps construire quelque chose qui serait, pour l'avenir, une volonté, une harmonie et une puissance.

C'est pourquoi nous avons inventé l'idée européenne et c'est précisément dans nos rangs et, quelque part, nous les avons rencontrés, aimés et, quelque part, ils ne nous ont pas abandonné, que Robert Schuman, que des hommes comme Pierre Pflimlin, dont j'ai été le dernier collaborateur politique alors que j'étais très jeune, que les hommes de la démocratie, sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens comme on disait à l'époque, ont inventé et voulu que l'Europe se fasse.

Or, l'Europe est aujourd'hui naturellement dans une crise profonde. Il s'agit d'une crise menaçante et, devant cette crise il faut que les hommes et les femmes qui occupent des responsabilités aient une vision claire, à la fois de ce qui se passe et de ce que l'on doit faire pour l'avenir.

Je veux vous dire quelques mots de ce qui se passe et de ce que l'on doit faire pour l'avenir.

Cette crise est une crise, non pas de l'Euro comme on le dit dans tous les bulletins d'information, car l'Euro est une des grandes monnaies du monde. Sa valeur n'est pas discutée et il n'a pas baissé d'un centime depuis des mois. Il est toujours à 1,30 \$ alors qu'il avait été introduit à 1,20 \$. Il s'est donc plutôt apprécié, certains disent trop...

L'Euro est une monnaie respectée et qui a cours dans le monde économique, mais nous avons une crise des États de la zone euro, et nous avons plus précisément une crise de la dette contractée par les états de la zone euro. Cette dette-là menace en effet la solidité, le crédit, l'ensemble de la réputation de cette Europe, de cette Union européenne que nous avons formée ensemble.

Pourquoi ? Pour une raison extrêmement simple et vous m'accorderez, et vous le savez bien tous, que, depuis des années et des années, j'ai fait tout ce que je pouvais avec vous pour mettre en garde le peuple français et les dirigeants français contre les conséquences dangereuses -et même dramatiques- du laxisme et des dérapages qu'ils acceptaient en matière d'endettement du pays.

Je veux simplement reprendre avec vous la généalogie de cette crise, pour que l'on comprenne bien. Je pense en effet depuis très longtemps, que l'une des fautes des gouvernements est de ne pas expliquer clairement aux peuples ce qui se passe, de les laisser dans l'ignorance, de sorte que même parmi les

responsables il est impossible de se forger une certitude sur la réalité de la crise que l'on est en train de vivre.

Que se passe-t-il exactement ?

Les États se sont endettés au-delà du raisonnable. Ils se sont endettés à un point qu'ils sont incapables de faire face aux obligations de remboursement qui sont les leurs.

Ils ont accumulé au-dessus de leur tête une montagne de dettes qu'ils ne peuvent assumer et pire encore quand pour un pays comme la France par exemple, la totalité de l'impôt sur le revenu est consacrée aux intérêts de la dette du pays, la totalité de l'impôt sur le revenu que paient tous ceux qui sont dans cette salle et, au-delà, la totalité de l'impôt des ménages français part dans les intérêts de la dette...

Or, les intérêts de la dette sont pourtant plus bas qu'ils ne l'ont jamais été dans l'histoire du siècle. Actuellement, la France emprunte entre 3 et 4 % et nous avons tous connu ici, en tout cas tous ceux ayant dépassé l'âge de 20 ou 25 ans, pour acheter nos maisons, des voitures, le temps où les intérêts de la dette étaient à 13,14 et 15 %. Dans les années 1970, c'est à ces taux-là que vous avez emprunté.

C'est donc dire que la dette est historiquement basse. Or, si jamais le cours des événements fait que les taux d'intérêt augmentent, nous ne pourrons alors plus assumer la charge de la dette. On va faire un calcul très simple pour aller vite : la dette de la France est, très grossièrement, entre 1 700 et 1 800 milliards et, dans quelques mois ou années, nous serons à 2 000 milliards. On va donc réfléchir en pensant à 2 000 milliards.

À 2 000 milliards, lorsque vous empruntez à 3 %, cela fait 60 milliards d'intérêt, alors que la totalité de l'impôt sur le revenu s'élève à entre 50 et 60 milliards. Si jamais les taux d'intérêt pour la totalité de la dette passent à 6 %, sachant que, 6 % c'est encore bas, cela fera 120 milliards ! Il faudrait donc doubler l'impôt sur le revenu pour assumer cette charge de la dette !

Or 6 % ce n'est pas encore ce que payent, s'ils vont emprunter sur les marchés, l'Italie qui vient de faire un emprunt à 8 %, l'Espagne qui est à environ 7 %, ou la Grèce qui est à 15 %... Vous voyez donc que cette question immense, qui est une menace pour notre pays tout entier et pour ses équilibres, repose entièrement sur le niveau des taux d'intérêts que les prêteurs, les investisseurs consentent à la France.

Or, qu'est-ce qui fait varier le niveau des taux ?...

Une seule chose : la confiance. *"Si j'ai confiance en toi, si je suis sûr que tu vas me rendre l'argent, je peux te prêter à un taux bas de 3 ou 4 %. Je n'aurais pas perdu".*

Autrefois, on disait que les bons du Trésor constituaient un portefeuille de père de famille. Or les bons du trésor, c'était de la dette. L'État venait emprunter auprès des citoyens, mais, comme il y avait la signature de l'État, ils étaient absolument confiants et trouvaient que, 4 %, c'était très bien.

Dès l'instant où la confiance est remplacée par la défiance, les taux d'intérêt explosent : *"Si je ne suis pas sûr que tu vas me rembourser, alors, mon vieux, pour que je te prête, il va falloir que tu me garantisses un intérêt plus élevé".*

Telle est la question.

Selon moi, là est la faute de stratégie qu'on commise les dirigeants européens depuis 18 mois, car ils ont choisi de ne pas assurer, comme une assurance, la dette contractée par les États européens et cela s'est notamment joué autour de la Grèce.

Ils ont choisi -à mon sens à tort- que la dette de la Grèce étant trop importante, au lieu de nous souder comme en mêlée, autour de nos partenaires grecs, non seulement pour garantir leur dette, mais garantir la confiance dans la zone euro, ils ont laissé la Grèce faire faillite, au moins en partie. Ils ont dit : *"Ils*

ne peuvent pas rembourser, donc on va demander à ceux qui leur ont prêté de supprimer 50 % de cette dette".

Ainsi, tant pis pour les Grecs, disaient la plupart des observateurs. Ils ont fait des bêtises et bien voilà, on ne leur prêtera plus.

Ils ne se sont pas rendus compte et pourtant Dieu sait que nous avons -Marielle et Robert- tiré la sonnette d'alarme, sur toutes les antennes et dans tous les journaux économiques et dans tous les organes de presse. Ils n'ont pas compris, ils n'ont pas prévu -pourtant, gouverner, c'est prévoir- qu'en faisant cela, ils disaient au monde entier : *"Attention, à partir de maintenant la dette d'un État de la zone euro n'est plus garantie par la zone euro"*.

À ce moment-là, tous les investisseurs se sont mis à regarder d'un autre œil les États qui apparaissaient jusqu'alors comme les plus solides de la planète, ceux à qui on donnait le AAA. C'est d'ailleurs fantastique, car j'aurais parlé du AAA il y a six mois devant vous, la plupart, et nous aussi, auraient ouvert des yeux ronds. Or, c'est maintenant devenu une notion de la vie de tous les jours, que ce AAA.

Tous ces États, qui apparaissaient comme les plus solides de la planète, sont, tout d'un coup, devenus, aux yeux des investisseurs, soupçonnables. Lorsqu'il y a soupçon, il y a défiance et, lorsqu'il y a défiance, les taux d'intérêt augmentent.

Ainsi, tout d'un coup, ces pays n'ont plus pu se refinancer en empruntant. Or, parmi ces pays, un certain nombre, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, pas l'Italie vous allez voir, la France... la France !... sont des pays ne pouvant pas assurer les fins de mois sans emprunter.

L'Italie, oui, c'est cela la grande différence et c'est pour cela que, d'une certaine manière, les Italiens disent : *"Regardez bien la situation, nous ne sommes pas exactement dans le même état que les autres"*.

Nous appartenons au club des pays qui ne peuvent pas payer les fonctionnaires, payer les retraites, payer les feuilles de Sécurité Sociale sans emprunter. C'est d'ailleurs entre nous une honte, contre laquelle je mets en garde depuis des années, que même pour les feuilles de Sécurité Sociale, même pour nos dépenses de santé, nous soyons obligés de les mettre sur le compte de nos enfants dans les années et décennies qui viendront.

Ne trouvez-vous pas cela honteux ? Ils vont avoir leurs problèmes de santé, ils vont avoir à porter le nombre de tous ceux d'entre nous qui auront vieilli, ce que l'on appelle la dette démographique, et en plus on va leur demander de rembourser pendant des années notre incurie, notre incapacité à faire face à nos obligations.

Il y a un certain nombre de pays qui ne peuvent pas dire vivre sans emprunter pour leurs fins de mois pendant des années et des années encore. Voilà pourquoi il y a une épée de Damoclès au-dessus de notre tête. Là a été la faute stratégique des dirigeants européens.

Maintenant, ce qui s'est passé hier soir et cette nuit est pour moi quelque chose de problématique et dont je ne suis pas certain que cela va régler la crise que nous sommes en train de vivre. Je veux vous dire ce que sont, pour moi, les principes que j'accepte et même dont je crois qu'il faudra les suivre.

Premièrement, j'accepte et je pense qu'il est légitime et normal que les États qui ont l'Euro en partage, l'Euro entre les mains, règlent ensemble les problèmes de l'Euro. Je trouve que les pays qui ont choisi l'Euro doivent être ensemble, sans avoir d'intervenant extérieur, lorsqu'il s'agit de régler les problèmes de l'Euro. Je pense que c'est vrai.

Deuxièmement, réduire la totalité des réponses à la crise avec l'idée que l'on va inscrire dans la Constitution européenne, les traités et la constitution de chacun des pays l'interdiction de faire des déficits, c'est insuffisant. Je vais vous dire pourquoi.

J'ai été le premier défenseur de la "règle d'or". Ceux qui auront le courage de faire l'histoire des dernières années verront que cette idée selon laquelle le peuple interdit à ses dirigeants de faire des déficits abusifs, autrement dit d'être obligés d'emprunter pour boucler les fins de mois du train de vie de l'État et de la Sécurité Sociale, cette règle d'or est déjà dans mon programme de 2002 !

À l'époque, tout le monde rigole et tout le monde condamne cette idée qui paraissait être une idée "barriste", disait-on à l'époque, c'est-à-dire trop rigide. On s'aperçoit aujourd'hui que si on l'avait adoptée à cette époque, on ne serait vraiment pas dans les difficultés où nous sommes.

Je suis donc pour que les peuples interdisent à leurs dirigeants de faire des bêtises en leur nom, mais il n'y a pas besoin de traité pour cela. Il y a besoin que chacun des Gouvernements fassent ce qu'il faut chez lui et, pour l'instant, ce n'est pas ce qui est en train de se faire.

Ce n'est pas pour l'Europe que nous avons besoin d'être sérieux ou rigoureux dans la gestion de notre pays, c'est pour nos enfants. Ce n'est pas pour obéir à Bruxelles, c'est pour être responsable dans notre vie à nous et cette première réponse n'est, pour moi, pas inutile, mais presque superflue.

En revanche, l'autre réponse qui consistait à dire : nous, zone euro, nous allons trouver la solution pour que les pays qui sont le plus en difficulté, s'ils sont sérieux, nous leur accordions des moyens de se financer pas trop chers pour retrouver leur équilibre, leur santé et leur croissance. Mais cela, ce n'est pas dans les accords.

J'étais absolument d'accord, j'étais partisan, pour qu'il y ait une synthèse entre les États qui demandaient plus de sérieux et les États qui demandaient plus de solidarité. Autrement dit, les États qui exigeaient que l'on ait une discipline pour ne pas faire de déficit excessif et les États qui voulaient que l'on aide au refinancement de tout le monde pour pouvoir sortir de la crise et que cela ne soit pas seulement coupe sur coupe, sur coupe...

Toutefois, l'accord qui a été trouvé, dont on nous dit qu'il a notre assentiment, donne l'un la discipline, mais pas l'autre, la solidarité. Je pense donc que c'est un accord déséquilibré et je ne le crois pas de nature à arrêter la crise que nous sommes en train de vivre. Je trouve que l'accord qui a été trouvé à Bruxelles n'est pas ce que les exigences de l'heure attendaient ou n'est pas ce que pouvaient attendre ou imaginer ceux qui attendaient une réponse à la crise de longue durée, de long terme.

Je m'inquiète pour ce qui est en train de se passer et qui va exister à partir de maintenant.

Je voudrais dire une deuxième chose qui sera notre vision pour l'avenir.

Premièrement, solidarité, deuxièmement, discipline et que l'un ne manque pas à l'autre.

Il y a une deuxième chose qu'il faut faire. Il faut mettre de la démocratie en Europe, car selon moi il n'est pas satisfaisant que l'on ait organisé les choses de telle manière qu'il y ait, pour s'exprimer au nom de l'Europe, des dirigeants inconnus, dont on n'entend pas la voix, dont on ne sait pas ce qu'ils pensent et auxquels les peuples ne peuvent pas s'adresser.

C'est une exigence démocratique essentielle, et je le dis comme Européen, Européen de conviction profonde, c'est une exigence démocratique essentielle qu'il y ait un jour, pour représenter l'Europe et porter l'intérêt général de ses peuples, des dirigeants identifiés et c'est pourquoi je dis que la réforme de l'Europe va venir, elle est désormais à faire, l'Europe est en extrême fragilité.

Le choix britannique qui rejoint au fond, une tendance profonde de ce peuple depuis longtemps, une tendance de s'écarter, est un choix qui va obliger à remettre en cause la totalité de la construction européenne, mais je dis à l'avance que, lorsque l'on va reprendre ce chantier, lorsque l'on va le remettre

sur le métier, il faudra alors qu'il y ait un président de l'Union européenne élu, si possible au suffrage universel, que tous les Européens connaissent et identifient pour qu'il n'y ait plus de pouvoir anonyme, mais qu'au contraire, la voix des peuples s'exprime pour choisir ses dirigeants, par exemple pour que les peuples puissent se retourner contre quelqu'un, le mettre en cause, manifester s'il le faut, lorsqu'ils ne sont pas contents des orientations prises. Autrement, n'est pas une démocratie, c'est une oligarchie. Or nous voulons, nous, que l'Europe soit une démocratie et pas une oligarchie.

Voilà pour l'Europe et l'immense chantier qu'il va falloir reprendre et, je vous le dis, il faut qu'il le soit par ceux qui ont la foi européenne chevillée au corps pour que ce chantier soit repris comme il doit l'être, mais rien de tout cela ne remplacera le redressement de la France.

Si nous voulons que notre pays se redresse, retrouve son élan, son équilibre, l'envie de vivre, ce n'est pas à Bruxelles que cela se passe, ce n'est pas à Washington, ce n'est pas à New York, c'est chez nous que cela se passe, c'est dans nos frontières françaises, de la France, de métropole et d'outre-mer.

Notre conviction à nous est donc que les problèmes ne sont pas ailleurs, ils sont chez nous et c'est chez nous qu'il faut qu'on les traite et cela dépend de la mobilisation des Français que nous sommes et que vous êtes.

Je vais vous dire ou reprendre devant vous les idées simples, car je ne crois qu'aux idées simples. Albert Einstein -je le cite pour la première fois dans ce discours, mais je le re-citerai dans une minute- il a dit : "Si vous êtes incapable d'expliquer un problème à un enfant de six ans, c'est que vous n'avez pas compris le problème que vous voulez expliquer".

Pour moi, ce n'est pas d'enfants de six ans dont il s'agit mais de citoyens, et je suis pour que l'on s'adresse à eux avec suffisamment de clarté d'esprit, car ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément, disait-on autrefois. Je suis donc pour que l'on puisse expliquer les problèmes du pays et mobiliser autour d'eux avec des idées simples.

J'ai dans mon livre paru au mois d'août, isolé deux problèmes essentiels du pays sous forme de deux verbes : produire et instruire.

Je suis donc aujourd'hui extrêmement heureux, satisfait, comblé, plein d'aise, car j'ai l'impression que ces idées, qui ont été pendant longtemps ignorées, rencontrent, dans la vie politique française, une fortune inattendue.

J'ai entendu, mardi matin je crois -j'étais en train de me raser, il faut faire cela tous les jours, même si on ne pense pas à des sujets particulier en accomplissant cet acte de mise en forme du matin- un dirigeant socialiste très important, interviewé sur une radio nationale, dire ceci : "*Au fond, le programme de François Hollande, c'est simple, c'est production et éducation*".

Je me suis dit : "*Tiens, mes idées progressent !*" ...

Dimanche, j'étais sur une radio, RTL, pour le Grand Jury, et je suis allé encore un peu plus loin en disant : "*Si on veut produire à nouveau en France, alors il y a un certain nombre d'axes à choisir et à suivre, mais il y en a un que l'on n'a peut-être pas exploré, c'est d'enrôler les consommateurs dans la lutte pour le « produire en France »*". Ainsi, cette idée d'acheter les produits venant de France ou en tout cas savoir ce que l'on achète quand on veut aider la production en France, cette idée du "acheter" avec une identification de l'origine du produit a tout d'abord stupéfait les journalistes qui étaient en face de moi, et elle a ensuite été immédiatement brocardée dans les premières heures.

Puis, pour le "acheter français", il y a tout d'un coup eu la mobilisation des auditeurs sur les radios où les auditeurs ont la parole et des milliers de Français ont dit : "*Au fond, pourquoi on n'explore pas cette*

voie ? *Après tout, il n'a pas tort !* ", puis il y a eu des sondages et on a découvert que 85 % des Français estimaient que c'était intéressant et on a découvert -c'était une enquête du Credoc- que 63 % des Français avaient dit il y a trois semaines qu'ils étaient prêts à payer même un peu plus, pourvu qu'ils soient sûrs que cela serve à leur emploi et à leur pays.

Alors tout d'un coup, hier, on a appris que le Président de la République, toutes affaires cessantes, allait se rendre en Haute-Savoie pour consacrer le label « origine garantie France » et organiser une table ronde sur le thème "Produire en France".

Quel bonheur ! Quelle joie !...

Nicolas Sarkozy a été Ministre de l'Économie et des Finances à partir de 2004, puis Président de la République en 2007. Il y a donc un certain nombre d'années qu'il a la responsabilité de ces choses et je découvre avec plaisir qu'il a, au bout de ces années en effet, saisi quelle était la priorité pour notre pays.

D'un côté, chez les socialistes cela bouge et de l'autre, du côté de l'UMP, cela bouge. D'une certaine manière, notre place dans la campagne électorale a déjà commencé à faire ses preuves et ce n'est pas fini. Mais ne croyez pas que je regarde cela avec un regard suspicieux, pas du tout, je suis très content que nos idées progressent. Je suis très content que l'on choisisse les priorités qui s'imposent.

Je suis très content que ceux qui étaient sourds et aveugles depuis des années retrouvent tout d'un coup la vue, l'ouïe, l'entendement et le sens des priorités et, si nous n'avions fait que cela pendant ces mois d'automne, nous aurions rendu service au pays. Nous l'avons fait et ce n'est pas fini.

Je veux dire devant vous ceci : produire en France, cela ne se limite pas à un seul axe. Je vais en évoquer devant vous cinq, comme les cinq doigts de la main.

Premièrement, si l'on veut retrouver l'élan du produire dans notre pays, il faut d'abord le mobiliser et il faut le mobiliser avec tous les acteurs disponibles : les entreprises, les réseaux de commercialisation, les banques, qui financent les entreprises, l'État, qui doit essayer de faciliter la tâche, les responsables politiques, dont le rôle est de faire naître, dans le pays, un esprit de mobilisation.

J'ai même évoqué l'idée qu'il faudrait retrouver quelque chose, pas sous les mêmes formes, qui ressemble à ce que, après la guerre, on a fait avec le Commissariat au plan, c'est-à-dire un endroit où l'on dise : *"Voilà les défis qu'il faut relever et les enjeux qui sont à atteindre"*. Premièrement, il faut mobiliser le pays.

Deuxièmement, il faut changer le climat social dans l'entreprise. Je vous assure que, lorsque l'on regarde la différence entre les grands pays industriels qui nous entourent, l'Allemagne par exemple et la France, alors le climat d'affrontement perpétuel au sein de l'entreprise, d'incapacité à nouer des dialogues entre les organisations syndicales de salariés et les responsables de l'entreprise, est une faiblesse et est un handicap.

Le jour où l'on changera cela, on ne perdra rien, on gagnera pour les uns et pour les autres. Deuxièmement, changer de climat social à l'intérieur de l'entreprise dans notre pays.

Troisièmement, il faut faciliter et simplifier la production en France. De nombreuses questions tournent autour des charges sociales dans l'entreprise. Il y a ici des zéloteurs et des défenseurs de la TVA sociale, mais je ne suis pas encore absolument sur cette ligne. Toutefois, je suis d'accord pour que l'on pose la question et que l'on en discute. On le fera dans le courant du mois de janvier, le 14 janvier précisément, mais il y a beaucoup d'autres moyens de faire et de faciliter la vie des entreprises.

Par exemple, le Code du travail en France fait 2 600 pages. Croyez-vous qu'il y ait quelqu'un qui peut connaître le Code du travail ?!... On nous dit que nul n'est censé ignorer la loi : 2 600 pages et on en a ajouté 500 dans les cinq dernières années !

Ceci est inacceptable. C'est impossible. Par exemple, il est anormal, scandaleux, insupportable que les PME payent trois ou quatre fois plus d'impôts en vérité que les entreprises du CAC 40 en France. Ce n'est pas acceptable.

Je sais très bien d'où cela vient. Quand vous avez un Code du travail et un Code de la fiscalité aussi compliqués, labyrinthiques, faits pour les initiés, comportant des pièges à toutes les lignes, alors les entreprises qui ont d'immenses services de DRH d'un côté et de Fiscalité de l'autre trouvent évidemment leur chemin dans le labyrinthe, alors que lorsque vous êtes artisan et que c'est votre femme qui fait la comptabilité, vous ne pouvez évidemment pas être au courant de ces choses-là.

Il y a quelque chose qui ne va pas dans la complexité que l'on a imposée à la France et c'est un grand enjeu que de la simplifier.

Quatrièmement, et c'est là que je mets "Enrôler le consommateur pour la bataille", il faut relever l'image de marque des produits français. Un grand universitaire spécialisé dans l'économie industrielle a réalisé une étude et a découvert que, lorsqu'une entreprise française veut exporter, dans 80 % des cas, elle se trouve en concurrence sur le même produit avec une entreprise allemande. Il existe comme une gémellité entre la France et l'Allemagne et dans 80 % des cas, c'est l'Allemagne qui gagne au même prix, pas moins cher.

Pourquoi ? Parce que l'image de marque du pays, ce que les universitaires appellent la "compétitivité hors coût", est meilleure pour l'Allemagne que pour la France.

D'ailleurs, ceux qui s'émeuvent que l'on veuille consommer français ont, sur leurs écrans de publicité, tous les jours, dans les télévisions, de la publicité pour nous inviter à consommer allemand et personne n'y voit le moindre obstacle ou la moindre difficulté, dans l'automobile en particulier.

Ainsi, cette œuvre de reconstruction de l'image de marque des produits français est une œuvre à conduire. Dans le luxe cela va très bien, dans les vins cela va, peut faire mieux peut-être, mais dans tous les autres secteurs, nous avons un immense défi à relever. Il faut reconstruire l'image de marque du pays, pour que l'on comprenne que ce qui est construit en France est aussi fiable, aussi solide, plus inventif que cela ne l'est dans d'autres pays.

Voilà pourquoi je suis de l'avis -Robert Rochefort défend souvent cette idée- qu'il faut par exemple, travailler sur la durée de vie des produits, sur la garantie des produits, sur le fait que les produits français pourraient être plus durables, plus solides au travers du temps et constituent donc un meilleur investissement que les produits qu'on leur oppose sur le marché. Je pensais à cela dernièrement quand on me montrait les bicyclettes sur l'écran de télévision, car on disait : "*L'une coûte plus cher que l'autre*", mais excusez-moi, l'autre n'est pas la même que l'une. Le confort, les équipements, la solidité, la garantie au travers du temps, c'est quelque chose que nous pouvons faire pour relever l'image de marque du pays.

Enfin, cinquièmement, il faut une stratégie européenne, car sur un certain nombre de produits, la France seule ne peut pas relever les défis.

Pourquoi par exemple, sommes-nous arrivés à une situation absolument incroyable qui est que l'on ne fabrique plus un écran plat en Europe ? Je dis bien en Europe...

L'écran de télévision, un écran de tablette, un écran de téléphone portable... On ne fabrique plus un écran plat en Europe. Tout se fabrique en particulier en Corée. Or, la Corée -nous rentrons d'un voyage en Corée- est un pays trois ou quatre fois plus petit que la France, c'est un pays qui a 50 millions d'habitants, alors que nous en avons 65 millions, et c'est un pays dans lequel les salaires sont du même niveau que les nôtres.

C'est un pays avec moins de ressources naturelles, avec moins d'habitants et avec des salaires du même niveau que les nôtres. Comment se fait-il qu'il relève ces défis industriels, alors que nous avons abandonné ?

Je vais vous donner un certain nombre de clés.

L'une en particulier est qu'ils ont adossé de très grandes entreprises à de très grandes universités. Ils ont marié de très grandes entreprises intégrées, c'est-à-dire qui produisent dans la même entreprise les matières premières et le produit fini, à de très grandes universités. C'est par exemple le cas de Samsung.

Ce que les Coréens ont fait, alors qu'ils étaient, il y a 25 ans, le peuple le plus pauvre de la planète, en raison de la guerre qui les avait déchirés, il n'y a aucune raison qu'un pays comme la France et une région, un ensemble comme l'Europe, ne puissent pas le faire.

Vous voyez donc que "Produire en France" demande au moins cinq axes, cinq grandes orientations, dans lesquelles tout compte, y compris, bien entendu, le "Acheter français", qui s'adresse aux consommateurs français dans notre pays.

Je suis naturellement même prêt à accepter que l'on puisse savoir quelle est la partie du produit faite en France. Je ne suis pas d'accord avec ce que fait le gouvernement, à savoir « origine France garantie », car il y a beaucoup de produits français dans lesquels il y a 20 % de pièces fabriquées à l'étranger et c'est très bien, car vous comprenez qu'il vaut mieux vendre un produit avec 80 % fait en France et 20 % fabriqué à l'étranger que de ne vendre aucun produit. Ainsi, « origine France garantie » cela ne suffit pas.

Je propose que l'on puisse valoriser la fabrication, le montage et la commercialisation d'un produit en France et j'ai donc proposé cette idée qu'il y ait un pourcentage, parce que lorsqu'il y aura un pourcentage, les consommateurs sauront ce qu'ils achètent quand ils feront le choix de cet acte de consommation civique.

Est-ce que l'on va pouvoir changer tout cela ? Ma réponse est celle-ci : on ne peut pas le changer sans changer le fonctionnement de la vie politique en France.

Albert Einstein, que je cite pour la deuxième fois dans ce discours, mais ce sera la dernière je vous le promets, a dit une chose extraordinaire et que je crois absolument juste. Albert Einstein a dit : "*Vous ne pouvez pas résoudre un problème sans changer la manière de penser qui a créé ce problème, car les problèmes sont toujours le résultat de la manière de penser qui les a créés*".

Je vous dis qu'il est impossible de résoudre les problèmes de la France si l'on ne réussit pas à changer le fonctionnement de la vie politique française, qui les a créés et je propose en particulier de déclarer la guerre à la bipolarisation absurde qui nous a amenés où nous en sommes, car la bipolarisation est un jeu stupide.

J'en ai donné un exemple sur Produire et Instruire, qu'ils reprennent à qui mieux-mieux, car ils pensent que c'est dans l'air du temps, mais si vous réfléchissez à cela, alors vous vous rendez compte que c'est un jeu stupide, lorsque des personnes veulent la même chose, que d'avoir une vie politique qui au lieu d'unir les forces, les divise, qui les oppose et qui les réduit donc à l'impuissance.

La démocratie que nous voulons, c'est une démocratie qui permette et oblige les forces politiques d'accord sur l'essentiel à s'unir pour résoudre les problèmes, au lieu de continuer à s'accuser d'un bord sur l'autre, en prétendant toujours que c'est de chez l'autre que vient la cause du mal.

Cela va être un immense changement, mais cet immense changement va être possible. Pourquoi ? Parce qu'ils sont tous les deux en voie d'affaiblissement ou même de décomposition.

Excusez-moi de dire ceci, et c'est le seul mot que je prononcerai contre des adversaires concurrents dans cette élection, mais si vous voyez le spectacle que donne le Parti socialiste aujourd'hui, du haut en bas de l'échelle, de la Fédération de l'Hérault à la Fédération des Bouches-du-Rhône, en passant par la Fédération du Pas-de-Calais, avec des accusations terribles de corruption dans tous les sens, avec Jack Lang, dont je n'ai pas tout à fait compris s'il voulait faire un procès à Arnaud Montebourg ou lui casser la figure, tout simplement -il me semble qu'il y a eu deux déclarations allant dans les deux sens- avec des élus dont on découvre qu'ils sont perpétuellement, en réalité, les salariés d'autres élus ou les salariés de collectivités locales...

Tout cela, ce sont des habitudes, des manières d'être et des usages inacceptables dans une démocratie de plein exercice et je ne crois donc pas que l'on sortira le pays des difficultés qui sont les siennes en donnant à ce parti tout le pouvoir, de la plus petite commune jusqu'aux grandes villes, aux départements, aux régions, au Sénat, à l'Assemblée nationale, au gouvernement et à la résidence de la République !

Il n'est pas sain qu'un seul parti, ayant de tels usages et de telles mœurs, prétende monopoliser l'intégralité du pouvoir en France.

De la même manière, de l'autre côté, quand on voit l'UMP et le pouvoir organisé par ce parti, quand on voit l'arbitraire qui s'est installé au cœur de l'État, quand on voit les affaires qui se succèdent, quand on voit l'intimité avec les milieux d'affaires pour ne pas dire quelquefois affairistes, quand on voit la protection des privilèges instituée en règle, au lieu de l'abolition des privilèges qui devrait être le cœur de l'action d'un état républicain, on dit qu'il n'est pas possible de leur donner, au mois d'avril et de mai, quitus de ce qu'ils ont fait depuis cinq ans !

Ce qu'il faut, ce qui est nécessaire, ce qui est indispensable, c'est que le peuple français -les électeurs, les anonymes, autant que les engagés- impose à la vie politique française un choc à partir duquel on saura que demain ne sera pas comme hier.

Il est temps que les Français imposent à cet univers partisan le changement dont eux, les citoyens, ont besoin pour regarder leur pays différemment, les responsables politiques différemment et leurs enfants comme des citoyens qui pourront être fiers de l'engagement civique qui sera le leur.

Cela ne pourra se faire que par un changement au sommet de l'État républicain en France, au centre de l'État, que désormais la règle de l'État soit la compétence et pas l'appartenance, ce qui signifie plus de carrières organisées dans l'État "à la tête du client" ou "à la carte du parti", plus de carrières organisées ou favorisées par l'appartenance à un courant ou à un autre, comme cela se passe constamment.

Il faut restaurer l'État dans son impartialité. Je suis heureux de reprendre devant vous le mot qui était celui de Raymond Barre. Il voulait l'État impartial, nous le voulions avec lui, nous le voulons aujourd'hui aussi, nous le maintenons et nous le proposons aux Français.

Restaurer l'État dans son impartialité, restaurer la démocratie dans ses principes, chasser, je dis bien chasser !... éradiquer les affaires du cœur de l'État !

Nous savons tous que l'action qui est devant nous ne va pas être facile. Nous savons tous qu'il va falloir faire des efforts, nous savons tous que la baguette magique n'existe pas, mais nous pouvons au moins prendre sans aucune arrière-pensées, en certitude de ce que nous faisons, l'engagement devant les Français que désormais, au cœur de l'État, c'est l'honnêteté qui régnera et que personne ne sera

dépendant d'affaires qui viennent du passé ou qui viennent d'ailleurs, et c'est le moindre des devoirs que les dirigeants ont à l'égard du peuple citoyen.

Je voudrais finir en vous disant que rien ne s'accomplira sans un changement culturel très important qui est le rejet du sectarisme. Ces deux appareils tout-puissants, il faut les remettre à leur place, mais il faut respecter les femmes et les hommes qui sont à la base et qui y croient et qui y ont cru.

Je pense, depuis longtemps, vous le savez, je l'ai souvent dit et vous avec moi, que droite et gauche ne peuvent pas être la seule grille de lecture de la vie et du siècle, mais je sais bien qu'il existe des sensibilités. Je connais, je reconnais, je respecte e même pour tout vous dire, j'aime, ce que représentent comme attachement, comme enracinement, c'est le bon mot, ces sensibilités différentes du spectre politique français.

Je sais très bien ce que représente la gauche pour les gens de gauche : le progrès, la solidarité, l'idée que l'on se met du côté des faibles contre les forts, le "*On s'est battus pour la gagner, on se battra pour la garder*". C'est très bien ce que le cela veut dire et c'est quelque chose de très important et d'infiniment respectable, car c'est s'inscrire dans un courant de l'Histoire.

Je sais très bien ce que représente la droite pour ceux qui aiment la droite : l'ordre, le mérite, le travail et, d'une certaine manière, ceux-là aussi pourraient dire "*On se battra pour la gagner, on s'est battus pour le gagner... mérite -c'est infiniment respectable- et protection des libertés individuelles -c'est infiniment respectable-*"...

Je sais très bien ce qu'est le centre, l'idée que le pluralisme a droit de cité, que ce n'est pas parce que l'on est différent que l'on ne peut pas se rencontrer et travailler ensemble, que l'on a le droit d'avoir des projets qui ne se résument pas au face à face stérile entre deux camps qui ne s'entendent jamais quand ils parlent.

Le centre, c'est la compréhension de l'autre, l'idée qu'ensemble c'est plus fort, qu'ensemble c'est mieux. Au fond, ici en Béarn, cœur de Gascogne, c'est l'idée du "*Tous pour un, un pour tous*". C'est la devise des mousquetaires.

On a besoin de "*Tous pour un, un pour tous*" dans la vie politique, dans la vie économique, dans la vie sociale du pays que nous allons vivre et cette idée-là, l'idée de l'Europe, l'idée de la laïcité dont on a besoin pour se rencontrer, car, au fond, la laïcité, ce n'est que cela : "*Tu es croyant, il ne l'est pas, mais tu as le droit d'être croyant, il a le droit de ne pas l'être et vous avez cependant des choses à construire ensemble*".

Ce n'est pas parce que l'un à la foi, et il existe d'ailleurs des diversités de fois différentes dans le monde où nous sommes, et que l'autre ne l'a pas que vous n'avez pas à élever des enfants ensemble, que vous n'avez pas à bâtir une école ensemble. Ce n'est pas le "*Chacun pour soi*", mais le "*Ensemble, c'est mieux*".

Cette idée de rencontre, c'est au fond l'idée européenne : "*Tu es Français, c'est bien, tu es Allemand, ton pays a une grande histoire aussi, tu es Italien, ton pays a une grande culture et une grande langue, tu es Britannique, c'est essentiel à l'ensemble*".

L'idée que l'on peut se rencontrer en étant différents, c'est l'idée même du centre et c'est l'idée même du siècle qui vient.

J'ai abordé devant vous des problèmes qu'habituellement, on n'aborde pas dans les discours politiques, car le discours politique se résume habituellement à un seul thème : c'est la faute des autres, c'est la faute de l'héritage pour les uns, c'est la faute des mauvais choix du gouvernement pour les autres, c'est la faute de la majorité pour les uns, c'est la faute de l'opposition pour les autres.

Moi, je crois que le moment est venu de ne plus chercher la faute, mais de chercher le chemin pour en sortir et c'est ce chemin-là que nous allons, j'en suis sûr, trouver ensemble, à une condition, et qui sera ma réflexion ultime, c'est que l'on se rende compte quelle est la nature, quel est le dévoiement de ce que nous avons vécu depuis des années et qui nous empêche de relever ce défi.

Nous avons, en France, un problème de peuple, un problème de rupture entre le peuple qui se ressent comme tel et les puissants que l'on regarde et qui d'ailleurs, se regardent eux-mêmes par leurs habitudes de vie, par des privilèges qui ne sont pas d'immenses privilèges, mais des privilèges choquants, qui se coupent les uns des autres.

Selon moi, une des causes de cette dérive tient à la manière dont les gouvernants considèrent le peuple. Voyez-vous, j'ai beaucoup aimé, dans l'histoire récente de l'après-guerre, deux hommes. L'un s'appelait Pierre Mendès-France et l'autre s'appelait Charles de Gaulle.

Pourquoi ? Ils n'avaient pas raison sur tout. Avec Pierre Mendès-France, j'étais en désaccord rétrospectif -car j'avais six ans lorsqu'il s'est exprimé sur ce sujet et j'étais plus jeune encore lorsqu'il a gouverné la France- par exemple sur l'Europe.

Il a voté contre le traité de l'Europe, en défendant à la tribune l'idée que la France ne pourrait pas affronter le marché commun. Or, cela a été la grande chance des Trente Glorieuses et de l'économie française. J'avais donc des désaccords avec lui.

Avec le Général de Gaulle, le jeune homme que j'étais -j'avais 17 ans quand il a quitté le pouvoir- était en désaccord avec lui également, car j'étais naturellement du côté des sensibilités mécontentes du pouvoir de l'époque.

Toutefois, il y a deux choses que j'admire profondément chez ces deux hommes-là, c'est qu'ils prenaient le peuple au sérieux et qu'ils lui parlaient comme à des grands, comme à un grand peuple, ils lui parlaient comme à des citoyens de plein exercice. Ils parlaient au peuple comme si chacun des membres de ce peuple était un responsable à part entière du destin du pays.

C'est cela que l'on a abandonné depuis des années, car, depuis des années, au lieu de s'adresser au peuple comme à des responsables de plein exercice du destin du pays, on leur parle comme à des "gogos". On organise la "communication".

La communication, et vous le voyez d'ailleurs autour de vous, je vais vous dire comment cela fonctionne : les dirigeants font un sondage tous les jours et parfois deux sondages par jour, pour savoir ce qu'ils ont à dire, non pas ce que le peuple pense, car ce n'est pas cela la question, mais ce qu'il faut dire, à leurs yeux, au peuple pour lui plaire ! Eh bien nous allons rompre avec ces habitudes-là.

S'il y a une certitude que vous pouvez avoir, c'est que nous n'allons pas nous lancer dans ces pratiques et dans ces usages qui consistent à remplacer la pensée, l'expression et l'échange avec un peuple de citoyens par de la communication organisée qui vise, non pas à révéler ce que vous pensez, mais à dissimuler ce que vous êtes, pour que les citoyens se laissent prendre au piège que vous leur tendez.

Pour nous, ce n'est pas comme cela que l'on avance et je veux vous dire l'idée que je me fais de la campagne électorale qui vient, et je finis sur cette idée :

Le peuple français, le peuple des humbles, le peuple des anonymes a besoin qu'on le regarde comme un peuple maître de son destin, qu'on le tire vers le haut et non pas vers le bas. Il a besoin d'être responsabilisé et non pas déresponsabilisé. Il a besoin d'être pris au sérieux et non pas, en vérité, méprisé. Parce que cette communication-là, à tous les étages, c'est, en fait, du mépris du peuple.

Nous voulons, nous, l'estimer, l'entraîner et appuyer notre action sur sa volonté et sa détermination.

C'est vous dire que, ce qui commence maintenant, c'est très important pour nous, car c'est une aventure que nous avons partagée en famille, en tribu, en solidarité, en commando, en amitié, mais c'est une grande et essentielle entreprise pour la France, car elle va décider, dans cinq mois maintenant du destin qui va être le sien.

Nous sommes persuadés, nous, que ce destin peut être grand. Nous sommes certains que s'il demande des efforts, il peut ouvrir des horizons, des chemins qui, jusqu'à maintenant, n'avaient pas été ouverts.

Nous sommes persuadés que cela ne se produira que si le changement intervient et nous sommes persuadés que l'essentiel de ce changement est que le peuple va prendre sa part de responsabilité, le peuple des citoyens va gouverner ce pays au lieu d'être, comme depuis des années, dévoyé par des décisions de gouvernement qui l'entraînent à des faiblesses, à des laxismes et des dérives qu'il refusera désormais.

Je vous remercie de m'avoir accordé ce temps. Je vous remercie d'être là. Merci de votre présence et de votre amitié.